

**Convention collective départementale**

IDCC : 984. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES ET CONNEXES**

**(Eure-et-Loir)**

**(27 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,  
*Journal officiel* du 25 janvier 1980)

ACCORD DU 26 AVRIL 2013

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES

POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1350779M

IDCC : 984

Entre :

L'UIMM Eure-et-Loir,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFDT métaux 28,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application des articles 13 *bis*, *ter* et *quater* de la convention collective, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2013 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème ci-joint.

Le barème est établi sur la base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème est composé de 3 tableaux :

- administratifs et techniciens ;
- ouvriers ;
- agents de maîtrise d'atelier.

**Article 2**

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l'article 13 *quater* sera effectuée au plus tard à la fin du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d'année. La garantie s'appliquera *pro rata temporis* en

cas d'entrée ou de départ en cours d'année, de même qu'en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l'employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paie du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

### **Article 3**

Le présent avenant et ses annexes conformément aux articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, sont faits en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôts dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Au nom de l'ensemble des signataires, l'UIMM Eure-et-Loir diligentera une demande d'extension auprès du ministère.

### **Article 4**

Le présent avenant se substitue au document portant sur le même objet en date du 5 octobre 2012.

Fait à Chartres, le 26 avril 2013.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des rémunérations annuelles garanties à compter de l'année 2013

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	1	140	17 199	O1 17 245	
	2	145	17 224	O2 17 281	
	3	155	17 255	O3 17 400	
II	1	170	17 307	P1 17 650	
	2	180	17 456		
	3	190	17 594	P2 18 084	
III	1	215	17 762	P3 18 489	AM1 19 000
	2	225	17 965		
	3	240	18 371	TA1 19 365	AM2 19 900
IV	1	255	18 957	TA2 20 100	AM3 20 700
	2	270	19 729	TA3 20 937	
	3	285	20 847	TA4 22 066	AM4 22 600
V	1	305	22 247		AM5 24 200
	2	335	24 230		AM6 26 179
	3	365	26 483		AM7 28 290
	3	395	28 613		AM7 30 659